

## du numéro de sécu à *Al Qâeida*...

### D'Alphonse Bertillon au *carnet B* pour finir à l'Abwehr

En novlangue un système autoritaire ou policier se traduit par "sécuritaire". Tout ce qui a trait de près ou de loin avec la peur et l'insécurité via l'anglais *to secure* se réduit au terme "sécuriser", opérant une réduction impressionnante du lexique. Un seul mot pour rassurer, protéger, vérifier, surveiller, étayer, soutenir ... Bref, un euphémisme pour justifier cette spectaculaire avancée du fichage français en 1940 sous Vichy.

Présenter ainsi d'emblée les implications du nazisme peut paraître exagéré, mais les fichiers de l'ingénieur étasunien Hollerith (<sup>139</sup>) et sa Dehomag (*Deutsche Hollerith Maschinen*) marquent à partir de 1933 le début du fichage et du croisement de données utilisées à des fins politiques.

Toujours est-il qu'à cette époque l'acquisition de données personnelles à un tel niveau industriel, n'est pas passé inaperçu, certes ils y avaient mis le paquet tant technologique (cf. [IBM](#) page 98) que financier via des banques privées étasuniennes. (cf. [Wall Street](#) page 453)

Mais en la matière il est inutile d'aller chercher des pailles chez les voisins sans considérer les poutres françaises. En effet, le premier fichage connu recense les anarchistes français réalisé par un certain Alphonse Bertillon dès 1893 (<sup>140</sup>). Déjà la technologie était au rendez-vous, monsieur Bertillon, était chef du service photographique de la préfecture de police de Paris. On lui attribue la paternité de la police scientifique. Ainsi, 417 personnes ont été fichées en tant qu'anarchistes selon qu'ils étaient abonnés à une revue libertaire ou simplement sympathisants. (<sup>141</sup>)

Ce qui a permis de classer dans la catégorie "terroriste", déjà, des anarchistes accusés d'attentats et de voter des lois permettant d'inculper tout membre ou sympathisant et d'interdire la publication de journaux subversifs tel *Le Révolté*. Un canard publié par le célèbre

---

<sup>139</sup> Herman **Hollerith** (1860-1929) est un ingénieur statisticien étasunien. La société *Deutsche Hollerith Maschinen Gesellschaft* est une filiale du groupe IBM qui fournira à l'administration nazi la gestion des fichiers personnels aux fins de déportation, etc....  
<https://collections.ushmm.org/search/catalog/irn521586>

<sup>140</sup> Alphonse **Bertillon** (1853-1914) criminologue français [https://fr.wikipedia.org/wiki/Alphonse\\_Bertillon](https://fr.wikipedia.org/wiki/Alphonse_Bertillon)

<sup>141</sup> <http://www.imagespensees.org/memoires/article/fichier-des-anarchistes>

géographe français Élisée Reclus (1830-1905)<sup>142</sup> selon qui :

« Voter, c'est abdiquer »

La chasse aux anti-anomistes (ce que anarchiste signifie) ne s'est pas arrêtée là, il y a eu ensuite à la veille de la Première Guerre mondiale une seconde catégorie, les antimilitaristes qui ont constitué un fichage plus conséquent appelé *carnet B* (143). Une liste d'environ 1 800 suspects a regroupé les antimilitaristes les plus virulents, chefs syndicaux ou encore membres de la CGT et de la SFIO, que le gouvernement avait prévu d'emprisonner, au cas où, dès le déclenchement des hostilités.

Dès 1907, Georges Clémenceau met en place ce carnet pour surveiller tous Français susceptibles d'entreprendre des actions pouvant troubler l'ordre public ou gêner la mobilisation ... i n é v i t a b l e .

En 1909, le ministère de l'Intérieur décide d'enrichir le carnet et y créer des catégories :

1. anarchistes et syndicalistes : les individus violents et exaltés pouvant occuper les fonctions de secrétaire de la Bourse du travail ;
2. antimilitaristes : les provocateurs contre les militaires et toutes personnes favorables à l'insoumission et aux grèves ;
3. communistes : organisateurs de manifestations communistes, meneurs de grèves, secrétaires du secteur communiste, présidents d'un syndicat municipal communiste et membres du comité central ;
4. autonomistes : francophobe, autonomiste breton, agitateur germanophile.

Notons que Roger Salengro futur ministre du Front populaire et Victor Pengam secrétaire général de la bourse du travail de Brest feront partie du *carnet B*.

En 1940 le *carnet B* précieusement conservé au siège de la Sûreté nationale à Paris est saisi par l'*Abwehr*, le service de renseignement de l'état-major allemand.

---

<sup>142</sup> Jacques Élisée **Reclus**, (1830-1905) géographe, militant et penseur de l'anarchisme français, considérant le citoyenisme comme obéissance civique. Lettre adressée à Jean Grave, insérée dans *Le Révolté* du 11 octobre 1885. <http://www.homme-moderne.org/textes/classics/ereclus/jgrave.html>

<sup>143</sup> <https://journals.openedition.org/ccrh/3567>

## Du NIR à *Al-Qâeida-t-ulmuetyât* (la base)

À partir de 1940, ne croyons pas que seuls les juifs, les musulmans, etc. étaient fichés par l'occupant. Non, c'est la collaboration d'un bon Français issue de la prestigieuse école militaire Polytechnique, monsieur René Carmille, qui créa le "numéro de Français » affecté en mairie à chaque nouveau-né.

Ce que l'on nomme aujourd'hui numéro de sécu a été le **Numéro d'Inscription au Répertoire, le NIR**. Il a 13 chiffres et désignait déjà le sexe (1 ou 2), mais aussi la religion (3, 4) jusqu'en 1944, puis comme aujourd'hui : l'année, le mois, le département, la commune, le numéro de naissance dans l'année et la clef.

En 1945 sous de Gaulle<sup>144</sup>, le NIR devient le numéro de sécurité sociale, grâce à un communiste ministre du Travail. Il se nomme Ambroise Croizat<sup>145</sup>, c'est le fondateur de la Sécurité sociale et du [système des retraites](#)<sup>146</sup>. Ce "sécuritaire" là, était social et économique au vrai sens du terme, c'est-à-dire partager et mutualiser les ressources humaines au lendemain de la guerre pour reconstruire le pays. Ce qu'il y a à retenir de cette époque est que le général a réussi à rassembler toutes les couleurs politiques pourtant extrêmement divergentes selon cet objectif (cf. CNR)<sup>147</sup>. Le NIR a permis ainsi de faire de la discrimination positive, par exemple en faisant la distinction entre les homonymes, afin d'éviter les prestations doublons.

L'INSEE récupèrera le NIR en 1946.

Jusque là tout va relativement bien. Les choses deviennent un peu plus

---

<sup>144</sup> Charles **de Gaulle** (1890-1970). Général et homme politique français. Il organisa la Résistance française face à l'occupation allemande (appel du 18 juin 1940) et devint chef du Gouvernement provisoire à la Libération (1944-1946). Il sortit de sa retraite politique à la faveur de la crise algérienne et fonda la V<sup>e</sup> République française, dont il devint le premier Président (1959-1969).

<sup>145</sup> Ambroise **Croizat** (1901-1951) l'un des fondateurs de la [Sécurité sociale](#) et du [système des retraites](#) en France, député communiste et emprisonné comme tel de 1939 à 1943. Résistant communiste, Il établit à la sortie de la guerre les comités d'entreprise, le statut des délégués du personnel, les conventions collectives, la prévention et la réparation des accidents du travail, le régime des prestations familiales. En vingt-huit mois. Il fut secrétaire général de la Fédération [CGT](#) des travailleurs de la métallurgie et plus tard Ministre du travail et de la Sécurité sociale de 1945 à 1947 sous de Gaulle.

<sup>146</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/Retraite\\_en\\_France](http://fr.wikipedia.org/wiki/Retraite_en_France)

<sup>147</sup> **CNR** : Conseil National de la Résistance institué en 1943, puis mis en pratique par de Gaulle

bizarres en mars 1974, sous le régime Pompidou. *Le Monde* révèle le projet SAFARI (Système Automatisé pour les Fichiers Administratifs et le Répertoire des Individus) c'est-à-dire la mise en place -dans un futur proche- d'un vaste système de fichage basé sur le croisement des fichiers administratifs en les indexant sur le numéro NIR.

On est gâté le 6 janvier 1978 avec la naissance de la CNIL (Commission Nationale Informatique et Liberté). Sous couvert de prétendre protéger le citoyen d'un fichage privé intempestif, cette nouvelle étape lui permettra de collaborer aux fichiers de police, qui prospéreront ainsi dans l'illégalité pendant 4 ans jusqu'à un décret en 1982.

Puis à partir de 1997 et au nom de la même Liberté, les bases de données fleuriront. La CNIL approuve enfin un premier recoupement de fichiers à l'échelle nationale. Le projet SAFARI éclôt sous le logiciel ANIS via un réseau d'ordinateurs. Le processus continue l'année suivante jusqu'en novembre, la CNIL rend un avis favorable à l'instauration du Système de Traitement de l'Information Criminelle (STIC) ou selon certains locuteurs de novlangue : le « *Système de Traitement des Infractions Constatées* ». Au passage, à partir de 1999 le fisc peut butiner parmi les bouquets de bases de données dont il a toute disposition pour traquer les fraudeurs.

En 2004 l'Art "floral" orwellien se dote d'une nouvelle étape dans le regroupement, le numéro de sécu NIR est en passe de devenir la clef d'accès au futur Dossier Médical Personnalisé (DMP)<sup>148</sup>, qu'Atos Worldline a été chargé de mettre en place. Curieusement une de ses filiales est mise en cause dans l'échec avéré de ce programme. Or derrière Atos se cache le fameux compteur électrique intelligent, le mouchard Linky, mais aussi Microsoft, Siemens, etc... (Cf. chapitre [Linky](#) page 214)

Ainsi, chaque citoyen français figurerait dans au moins 400 fichiers plus ou moins interdépendants selon le collectif [Pièces et Main d'Œuvre](#)<sup>149</sup>. Ce collectif dénonce que la loi de juillet 2004 permet aux services de police de n'avoir plus (ou pas) à s'appuyer sur les avis de la CNIL pour créer de nouveaux fichiers. De fait « **la CNIL n'est rien qu'un vulgaire guichet de police** ». (<sup>150</sup>)

La suite logique de ce fichage sera l'extension du NIR de 13 chiffres à 15 caractères latins avec le préfixe précisant le code ISO du pays. FR

---

<sup>148</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Dossier\\_m%C3%A9dical\\_personnel\\_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Dossier_m%C3%A9dical_personnel_(France))

<sup>149</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Pi%C3%A8ces\\_et\\_Main\\_d%27%C5%92uvre](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pi%C3%A8ces_et_Main_d%27%C5%92uvre)

<sup>150</sup> <http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?article105>

pour France, GB pour Royaume uni, US pour Étatsuni, etc. Et pour bien assez tôt le puçage à la naissance, comme les animaux domestiqués, pour éviter dit-on, toute falsification d'identité. (cf. [PIR](#)<sup>151</sup> et [anthropométrie statistique](#)).

Qui aurait cru que ce soit un français pur jus, frais émoulu de Polytechnique, qui fut le fondateur de la base de données anthropique<sup>152</sup>, à présent incontournable et massivement présente dans tous les domaines de la vie moderne.

Nous en arrivons enfin ici à une notion particulièrement importante ignorée du grand public, il s'agit d'un novmot du lexique de novlangue apparu le 27 mars 1985 (<sup>153</sup>) qui est l'expression "base de données" (*data base*) génériquement traduite en arabe par : *Al Qâeida*.

Surprenant... mais alors que dit l'encyclopédie Wikipédia qui sait tout, dépendante de la fondation étasunienne *Wikimedia* :

«... *Al-Qaïda* (arabe : القاعدة *al-qā'ida*, "la Base") est un mouvement salafiste djihadiste (...) Il considère que les gouvernements "croisés" (occidentaux), avec à leur tête celui des États-Unis, interfèrent dans les affaires intérieures des nations islamiques, et ce dans l'intérêt unique des sociétés occidentales. Il a recours au terrorisme pour faire entendre ses revendications. »

La désignation est politiquement correcte, mais tronquée. Nous verrons plus loin au chapitre [wikifié](#) (page 109), qu'elle est la nature profonde de cette "base de données" encyclopédique basée au Étatsuni avec ses annexes : française, belge, britannique, allemande ... globale.

Pour ce qui est du point de vue étymologique de "la Base", nous préférons une source plus solide, par quelqu'un de terrain qui parle excellentement bien l'arabe et plusieurs de ses dialectes. Il s'agit du Commandant Pierre-Henri Bunel, officier des services de renseignements de l'armée française, puis observateur militaire pour l'ONU. Cet officier nous apprend qu'en arabe : *Qâeida-t-ulmuetyât*, signifie « *base de données informatique* ». Laquelle est historiquement utilisée

---

<sup>151</sup> **PIR** puce d'identification par radio

<sup>152</sup> Cf. [anthropos](#) page 252

<sup>153</sup> sous l'administration de Ronald Reagan par la directive de la sécurité nationale n°166 <https://www.upr.fr/actualite/monde/mais-qui-a-cree-al-qaeda-et-daesh?format=pdf>  
<http://www.veterans today.com/2013/09/20/us-al-qaeda-founderscontrollers-exposed/>

par l'Organisation de la Conférence Islamique, l'OCI<sup>154</sup>, dont le siège du secrétariat est à Djeddah (la porte de La Mecque), pour organiser ses réunions et pour communiquer ses décisions aux fonctionnaires des États membres. Pour ce faire l'OCI a décidé d'utiliser les moyens informatiques de la Banque Islamique de Développement (BID) pour préparer ses réunions et pour communiquer ses décisions. Les ambassades et gouvernements de ces pays ont accès à ce système par abonnement permettant de consulter en réalité deux bases de données : *Qâida-t-ulmaeloumât*, la base d'informations et *Qâida-t-uttaelimât*, la base des instructions, des directives... (155)

À cette époque, le commandant Bunel et ses collègues aimaient plaisanter sur le sujet lorsque si par exemple, l'un d'entre eux arrivait en retard aux réunions : « *Attention, tu vas te retrouver dans la base d'informations !* ».

D'ailleurs dans les années 80, seules de très grosses structures avaient les moyens de s'offrir un ordinateur avec de telles capacités. La taille de l'engin pouvait être d'un ou plusieurs étages d'immeuble sinon un bâtiment dédié. Or toutes les grandes entreprises du pays, dont le groupe financier saoudien Bin Lâdin ont naturellement accès à ces bases de données ... ainsi que les nombreux services *ad hoc* étasuniens du fait des contrats qui les ont unis dès 1938 et les suivants (Cf. [pacte du Quincy](#) page 325). Considérons également ici le quasi-monopole d'IBM<sup>156</sup> à cette époque.

Déjà en septembre 2002, soit un an après les événements qui ont servi de prétexte à l'invasion de l'Afghanistan, le journaliste Alain Lallemand écrivait dans le journal *Le Temps* :

*«... Al-Qaïda n'était au départ qu'une cellule de comptabilité des combattants arabes entrant et sortant d'Afghanistan, ainsi qu'un point de contact permettant aux familles des combattants de retrouver la trace d'un de leurs proches. Un projet très éloigné de "l'internationale terroriste" décrite actuellement...»* (157)

Afin de comprendre les 10 ans de guerre dite "civile" (1979-89) en Af-

---

<sup>154</sup> <http://www.oic-oci.org/home/?lan=fr> « *la voix collective du monde musulman* » Cf. en addenda [Al Qâida](#)

<sup>155</sup> *Proche-Orient, une guerre mondiale ?* de Pierre-Henri Bunel paru en 2004 aux éditions Carnot

<sup>156</sup> **IBM**, la société new-yorkaise International Business Machines

<sup>157</sup> *Crimes de guerre à l'OTAN*, par Pierre-Henri Bunel, aux éditions Carnot. <http://desordresmondiaux.site.voila.fr>